



Audit – Bureau de Paris
16 rue de Monceau
75008 Paris

T : +33 (0)1 47 27 70 43

www.bakertilly.fr

ASSOCIATION BGE HAUTS DE FRANCE

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901
Siège social : 4, rue des Buisses
59800 LILLE

SIREN : 392 297 271

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2025

EXPERTISE - AUDIT - CONSEIL

SAS Baker Tilly STREGO exerçant sous le nom commercial de Baker Tilly est membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd., dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.
Siège social : 4 rue Papiau de la Verrie – BP 70948 – 49009 Angers Cedex 01 – R.C.S Angers 063 200 885. Société inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique.



ASSOCIATION BGE HAUTS DE FRANCE

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social : 4, rue des Buisses

59800 LILLE

SIREN : 392 297 271

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2025

Aux Adhérents de l'**Association BGE HAUTS DE FRANCE**,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **BGE HAUTS DE FRANCE** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :


- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris le 21 mai 2026

Le Commissaire aux Comptes
Baker Tilly STREGO

brice ROGIR

✓ Certifié par  youSign

Brice ROGIR

Bilan Actif

		31/12/2025			31/12/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Règlement ANC 2022-06					
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	188 391	183 839	4 551	7 192
	Autres immobilisations incorporelles				
	Imm. inc. en cours, avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	27 500		27 500	27 500
	Constructions	277 901	142 879	135 022	142 704
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	111 673	105 164	6 509	13 820
	Autres immobilisations corporelles	1 051 795	731 978	319 817	347 813
	Imm. corp. en cours, avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
ACTIF CIRCULANT	Participations	482 855		482 855	291 600
	Titres imm. de l'activité de portefeuille				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	5 719		5 719	5 719
	Prêts	399 518		399 518	327 117
	Autres immobilisations financières	178 893		178 893	178 211
	TOTAL (II)	2 724 245	1 163 860	1 560 385	1 341 677
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production				
	Produits finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (2)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	6 416 853	9 790	6 407 063	7 891 471
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	9 008		9 008	8 644
	Charges constatées d'avance	93 193		93 193	118 606
COMPTES DE REGULARISATION	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments financiers et jetons détenus				
	Disponibilités	2 390 212		2 390 212	1 381 077
	TOTAL (III)	8 909 266	9 790	8 899 476	9 399 798
	Frais d'émission des emprunts (IV)				
	Primes de remboursement des emprunts (V)				
	Ecart de conversion et différences d'évaluation				
	Actif (VII)				
TOTAL ACTIF (I à VII)		11 633 511	1 173 650	10 459 861	10 741 475

(1) dont immobilisations financières à moins d'un an 578 411
 (2) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif

		31/12/2025	31/12/2024
Règlement ANC 2022-06			
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	10 062	10 062
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	153 247	153 247
	Réserves pour projet de l'entité	5 078 937	4 898 982
	Autres		
	Report à nouveau		
	Excédent ou déficit de l'exercice	52 889	179 955
	Total des fonds propres (situation nette)	5 295 135	5 242 246
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres		
Total des fonds propres		5 295 135	5 242 246
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		
Provisions	Provisions pour risques	186 124	127 661
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	186 124	127 661
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit	1 959	3 371
	Emprunts et dettes financières divers (2)		
	Instruments financiers à terme		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	193 242	213 402
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	2 231 059	1 828 761
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		19 746
	Autres dettes	77 173	8 698
	Produits constatés d'avance (1)	2 475 168	3 297 591
	Total des dettes	4 978 601	5 371 568
Ecart de conversion et différences d'évaluation - Passif			
TOTAL PASSIF		10 459 861	10 741 475
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		52 889,29	179 955,11
(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)		4 978 601	5 371 568
(2) Dont emprunts participatifs			

Compte de Résultat 1/2

		31/12/2025	31/12/2024
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	550	770
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	4 072 104	3 963 452
	dont parrainages		782 930
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions	6 167 165	5 860 141
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	127 661	26 909
	Utilisations des fonds dédiés		
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
	Autres produits	16 965	7 946
Total des produits d'exploitation		10 384 445	9 859 218
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	1 551 909	1 590 852
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	636 564	609 362
	Salaires	5 317 477	4 816 049
	Cotisations sociales	2 528 724	2 437 837
	Dotation aux amortissements et dépréciations	103 406	80 302
	Dotation aux provisions	186 124	122 234
	Reports en fonds dédiés		
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Autres charges	9 398	24 498
Total des charges d'exploitation		10 333 601	9 681 132
RESULTAT D'EXPLOITATION		50 845	178 085

Compte de Résultat 2/2

		31/12/2025	31/12/2024
Règlement ANC 2022-06			
RESULTAT D'EXPLOITATION		50 845	178 085
PRODUITS FINANCIERS	De participation		1 402
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	3 780	945
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
	Produits des immobilisations financières cédées		
Total des produits financiers		3 780	2 347
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		43
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées	1 735	
	Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des charges financières		1 735	43
RESULTAT FINANCIER		2 045	2 305
RESULTAT COURANT avant impôts		52 889	180 390
	Produits exceptionnels		
	Charges exceptionnelles		435
RESULTAT EXCEPTIONNEL			(435)
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		10 388 225	9 861 565
TOTAL DES CHARGES		10 335 336	9 681 610
EXCEDENT ou DEFICIT		52 889	179 955
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Annexe au Bilan

Présentation BGE Hauts de France

Objet social

Depuis 1979, en conformité avec le projet associatif du réseau national des BGE dont les principales valeurs sont : Initiative et Solidarité, BGE Hauts de France, organisme de formation, a pour objet principal de promouvoir la création d'activités génératrices d'emplois, en particulier les projets cherchant à favoriser l'autonomie, la montée en compétences et la responsabilité des personnes.

BGE Hauts de France a pour missions de :

- Contribuer au développement économique des territoires,
- Créer et développer des jeunes entreprises,
- Favoriser la réalisation professionnelle des personnes, notamment les plus fragilisées,
- Contribuer au débat public.

Périmètre d'intervention

Donner toutes les chances de réussir, c'est l'engagement de BGE : Ouvrir des perspectives, sécuriser le parcours des entrepreneurs, créer des solutions pérennes pour l'emploi et le développement des territoires.

De l'émergence au développement de l'entreprise, BGE Hauts de France fournit aux futurs entrepreneurs, les conseils, les aides et services et les formations dont ils ont besoin et favorise ainsi leur montée en compétence et en autonomie. Quels que soit la nature du projet et de son état d'avancement, BGE propose des services ainsi qu'un parcours complet afin de favoriser la création et la reprise d'entreprises pérennes :

- Susciter l'envie d'entreprendre et notamment auprès des publics jeunes
- Les accompagner dans la réalisation de l'étude prévisionnelle
- Gagner du temps et de l'efficacité grâce aux conseils, à la formation et à la mise en réseau
- Enrichir l'idée et le projet de création d'activité
- Apprendre à vendre, à gérer
- Tester le projet
- Rencontrer des partenaires dont les financeurs de la création
- Créer des liens avec d'autres chefs d'entreprise
- Réussir le démarrage et le développement de l'entreprise.

Moyen mis en œuvre

Présents dans les grands bassins d'emploi de l'ex-région Nord Pas de Calais depuis plus de 40 ans, les conseillers BGE accueillent dans 17 antennes et 18 permanences. Ce sont des experts de la création d'entreprise et de leur territoire qui proposent des solutions d'accompagnement avant et après la création et encouragent les pratiques de développement durable.

BGE a négocié avec les collectivités une prise en charge d'une grande majorité de ses services pour les rendre accessibles.

Annexe au Bilan

BGE Hauts de France a pour principaux financeurs le Conseil régional Hauts-de-France et le FEDER. Certaines des actions bénéficient également du soutien de l'Etat, du Conseil départemental du Nord, du FSE, des nombreuses communautés d'agglomération, communautés de communes où sont implantés les antennes.

BGE Hauts de France travail en collaboration avec les acteurs de l'emploi, en particulier Pôle Emploi, l'Agefiph, CAP emploi, les missions locales. En tant qu'organisme de formation reconnu, BGE HdF intervient en lien avec les OPCO et les FAF (Fongecif, Agefos Pme, Opcalia, Fafsea, Uniformation, Unifaf, Agefice, FAFTT.).

Les informations complémentaires sont disponibles sur le site BGE Hauts de France :

www.bge-hautsdefrance.fr <<http://www.bge-hautsdefrance.fr>>

Annexe au bilan avant répartition qui présente les caractéristiques suivantes :

- Le bilan de l'exercice présente un total de **10 459 861** euros
- Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche :
 - un total produits de **10 388 225** euros
 - un total charges de **10 335 336** euros
 - dégage un résultat de **52 889** euros

L'exercice considéré :

- débute le **01/01/2025**
- finit le **31/12/2025**
- et a une durée de **12** mois.

Les notes (ou tableaux) ci-après, font partie intégrante des Comptes Annuels.

Ces comptes annuels sont établis par le dirigeant de **ASS BGE Hauts de France** avec le concours du cabinet qui intervient dans le cadre de sa mission de **Présentation des Comptes Annuels** qui lui a été confiée.

Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **10 459 861** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **10 388 225** euros et un total **charges** de **10 335 336** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **52 889** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2025** et finit le **31/12/2025**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions résultant des règlements ANC 2022-06 du 4 novembre 2022, du règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et le règlement ANC 2022-06 qui a redéfini le résultat exceptionnel, supprimé les transferts de charges et modifié le plan comptable. Le règlement ANC 2022-06 a été appliqué de manière anticipée dès l'exercice clos le 31/12/2023

Immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) minoré des remises, rabais et escomptes obtenus.

Amortissements

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif (fiscal) en fonction de la durée normale d'utilisation du bien.

- Immobilisations non décomposables : conformément aux mesures de simplifications pour les PME, ces immobilisations sont amorties sur la durée d'usage fiscalement admise.
- Immobilisations décomposables : si les éléments d'un actif ont des durées d'utilisations différentes, chaque élément est comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à

Règles et Méthodes Comptables

chacun est retenu.

La dépréciation des immobilisations est évaluée par l'entité à chaque clôture, au moyen de test de dépréciation effectué dès qu'existe un indice de perte de valeur.

Evaluation des amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue pour les immobilisations décomposables et en fonction de la durée de vie d'usage pour les immobilisations non décomposables.

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Constructions - Linéaire - 40 ans
Agencements et aménagements - Linéaire - 4 à 10 ans
Logiciels - Linéaire - 2 à 10 ans
Matériels pédagogiques - Linéaire - 4 à 7 ans
Matériel de transport - Linéaire - 5 ans
Matériel de bureau et inform. - Linéaire - 3 à 10 ans
Mobilier - Linéaire - 5 à 10 ans

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Immobilisations

Règlement ANC 2022-06

Règlement ANC 2022-06		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2025
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	206 232				17 841	188 391
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	206 232				17 841	188 391
CORPORELLES	Terrains	27 500					27 500
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement	277 901					277 901
	Instal technique, matériel outillage industriels	111 673					111 673
	Instal., agencement, aménagement divers	598 681		3 309			601 989
	Matériel de transport	9 900		1 800			11 700
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	411 028		42 877		15 799	438 106
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours			1 199		1 199	
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 436 683		49 184		16 998	1 468 869
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations	291 600		192 255		1 000	482 855
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés	5 719					5 719
	Prêts et autres immobilisations financières	505 329		75 252		2 169	578 411
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	802 648		267 507		3 169	1 066 985
TOTAL		2 445 562		316 691		38 009	2 724 245

Amortissements

		Durée ou taux	Mode d' amts	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2025
					Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres			199 040	2 641	17 841	183 839
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			199 040	2 641	17 841	183 839
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre			135 197	7 683		142 879
	sur sol d'autrui						
	instal. agencement aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels			97 853	7 311		105 164
	Autres Instal., agencement, aménagement divers			337 647	46 361		384 009
	Matériel de transport			9 900	263		10 163
	Matériel de bureau, mobilier			324 248	29 357	15 799	337 806
	Emballages récupérables et divers						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES			904 845	90 975	15 799	980 021	
TOTAL				1 103 885	93 616	33 641	1 163 860

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2025
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	127 661	186 124	127 661	186 124
	Pour garanties données aux clients				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	127 661	186 124	127 661	186 124
	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers		9 790		9 790
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION		9 790		9 790
TOTAL GENERAL		127 661	195 914	127 661	195 914
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			195 914	127 661	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Règlement ANC 2022-06		31/12/2025	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts	399 518	399 518	
	Autres immobilisations financières	178 893	178 893	
	Clients, usagers douteux ou litigieux	9 790	9 790	
	Autres créances clients, usagers	6 407 063	6 407 063	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	7 080	7 080	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	1 928	1 928	
	Charges constatées d'avance	93 193	93 193	
	TOTAL DES CREANCES	7 097 465	7 097 465	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2025	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	1 959	1 959		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	193 242	193 242		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	1 397 230	1 397 230		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	711 077	711 077		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	122 751	122 751		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	77 173	77 173		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	2 475 168	2 475 168		
	TOTAL DES DETTES	4 978 601	4 978 601		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		1 264			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Variation des Fonds Propres

Règlement ANC 2022-06	Fonds propres clôture 31/12/2024	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2025
Fonds propres sans droit de reprise	10 062				10 062
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles	153 247				153 247
Réserves pour projet de l'entité	4 898 982	179 955			5 078 937
Autres réserves					
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	179 955	(179 955)	52 889		52 889
Situation nette	5 242 246		52 889		5 295 135
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	5 242 246		52 889		5 295 135

Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2025
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		93 193	93 193
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			93 193

--

Produits constatés d'avance

	Période	Montants	31/12/2025
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION		2 475 168	2 475 168
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			2 475 168

--

Annexe libre

Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

Une actualisation au 31/12/2025 des engagements de retraite a été réalisée indiquant une dette actuarielle d'un montant de 207 643 €.

Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Informations générales complémentaires

Respect des critères de l'agrément "Entreprise solidaire d'utilité sociale" :

- BGE Hauts de France appartient à l'économie sociale et solidaire en tant qu'association exerçant une activité économique au sens de l'article 1er de la loi relative à l'ESS,
- La recherche d'utilité sociale a un impact significatif sur le compte de résultat : les charges d'exploitation liées aux activités participant à la recherche de l'utilité sociale représentent au moins 66 % de l'ensemble des charges d'exploitation du compte de résultat de l'entreprise au cours des trois derniers exercices clos de l'entreprise,
- La somme moyenne versée, y compris les primes, aux cinq salariés ou dirigeants les mieux payés n'excède pas sur une année et pour un temps complet sept fois la rémunération annuelle d'un salarié au smic ou au salaire minimum de branche si ce dernier est plus élevé,
- La somme moyenne versée, y compris les primes, au salarié ou dirigeant le mieux payé n'excède pas dix fois la rémunération annuelle d'un salarié au smic ou au salaire minimum de branche si ce dernier est plus élevé,
- BGE Hauts de France n'a pas de titres en capital.

Valorisation des contributions volontaires

BGE Hauts de France s'appuie sur des bénévoles dans le cadre de ses conseils de territoire et conseils d'administration. Ils représentent l'enracinement local de BGE Hauts de France. Les bénévoles peuvent être amenés à venir en appui d'événements (tels que jurys de certification, témoignages.) et à participer aux rencontres d'échanges organisées localement.

Le montant des contributions dans ce cadre n'a pas un caractère significatif et n'impacte pas directement le fonctionnement de l'association.

Rémunérations des dirigeants

Le total des rémunérations allouées aux membres des organes de direction s'élève à 258 632.42 € pour l'exercice 2025.

BGE HAUTS DE France
ANNEXE ORGANISME DE FORMATION

**TABLEAU I : RESSOURCES DE
L'ORGANISME**

ORIGINE DES FONDS	MONTANTS 2024		MONTANTS 2025	
	en K€	en %	en K€	en %
I - RESSOURCES PROVENANT DES ENTREPRISES ET ADMINISTRATIONS POUR LEURS SALAIRES ET DES PARTICULIERS				
ENTREPRISES	899	12,39%	784	10,05%
ETAT		0%		0%
COLLECTIVITES LOCALES	0	0%	0	0%
ETABLISSEMENTS PUBLICS		0%		0%
ENTREPRISES via				
*FONGECIF / OPCA	659	9,08%	716	9,19%
*OMA	0	0%	0	0%
*FAF	0	0%	0	0%
PARTICULIERS	0	0,00%	0	0,00%
SOUS-TOTAL I	1558	21,46%	1500	19,23%
II - RESSOURCES PROVENANT DES POUVOIRS PUBLICS				
INSTANCES EUROPEENNES	2523	34,76%	2548	32,68%
ETAT	3	0,04%	0	0,00%
REGIONS	2005	27,62%	2005	25,71%
AUTRES COLLECTIVITES TERRITORIALES	515	7,09%	574	7,36%
SOUS-TOTAL II	5046	69,51%	5127	65,75%
III - AUTRES				
AUTRES ORGANISMES DE FORMATION				
AUTRES RESSOURCES	655	9,03%	1171	15,02%
SOUS-TOTAL III	655	9,03%	1171	15,02%
TOTAL RESSOURCES	7260	100%	7798	100%

ANNEXE ORGANISME DE FORMATION

TABLEAU II : DECOMPOSITION DES ACTIONS DE FORMATION PAR FINALITE

ORIGINE DES FONDS	MONTANT 2024		MONTANT 2025	
	en K€	en %	en K€	en %
DILPÔMAN TES (1)	0	0%	0	0%
PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL ET QUALIFIANT (2)	7260	100%	7798	100%
INSERTION SOCIALE	0	0%	0	0%
TOTAL RESSOURCES	7260	100%	7798	100%

(1) Diplômes nationaux, titres homologués

(2) Certificats de branches, certificats d'entreprise, attestations

Association BGE HAUTS DE FRANCE
Au 31 Décembre 2025

ANNEXE ORGANISME DE FORMATION

TABLEAU III : CONVENTIONS DE RESSOURCES PUBLIQUES AFFECTEES

CONVENTIONS	MONTANT INITIAL	EXECUTION			
		SOLDE 01.01.25	Utilisation au cours de l'exercice	Non réalisé au cours de l'exercice	SOLDE 31.12.25
Conseil Régional Nord Pas-de-Calais					
MAISON DES ENTREPRENEURS					
Accompagnement	1 248 326	71 020	1 212 816	0	35 510
Suivi	537 704	10 612	532 398	0	5 306
Incubatest	260 000	0	260 000	0	0
Collectivités territoriales					
- EPCI					
Accompagnement	390 645	0	319 225	34 540	36 880
Suivi	58 436	2 512	58 436	0	0
Incubatest	196 000	0	196 000	0	0
Europe					
- FEDER					
Accompagnement	1 601 982	68 628	1 567 668	0	34 314
Suivi	838 801	159 880	730 473	0	108 328
Incubatest	250 000	0	250 000	0	0
Etat					
Accompagnement et Suivi	0	0	0	0	0
Organismes divers					
Accompagnement /suivi / incubatest	2 951 617	2 093 505	1 171 349	1 680	1 778 589
TOTAL	8 333 511 €	2 406 156 €	6 298 364 €	36 220 €	1 998 926 €

Association BGE HAUTS DE FRANCE
Au 31 Décembre 2025

ANNEXE ORGANISME DE FORMATION

TABLEAU IV : HONORAIRES DE SOUS-TRAITANCE

CONVENTION	MONTANT INITIAL	SUIVI EXECUTION		
		SOLDE 01.01.25	Utilisation au cours de l'exercice	SOLDE 31.12.25
Organismes divers	47 182.32 €	0,00 €	47 182.32 €	0,00 €
TOTAL	47 182.32 €	0,00 €	47 182.32 €	0,00 €